

APPEL D'ONG

La Suisse doit en faire davantage pour les forêts tropicales

LAURENT SIERRO

Les forêts tropicales restent gravement menacées dans le monde par la déforestation et le vol de bois et autres produits forestiers, selon un rapport international présenté hier. Des ONG appellent la Suisse à faire davantage pression contre la corruption et pour la défense des peuples indigènes dans les régions concernées.

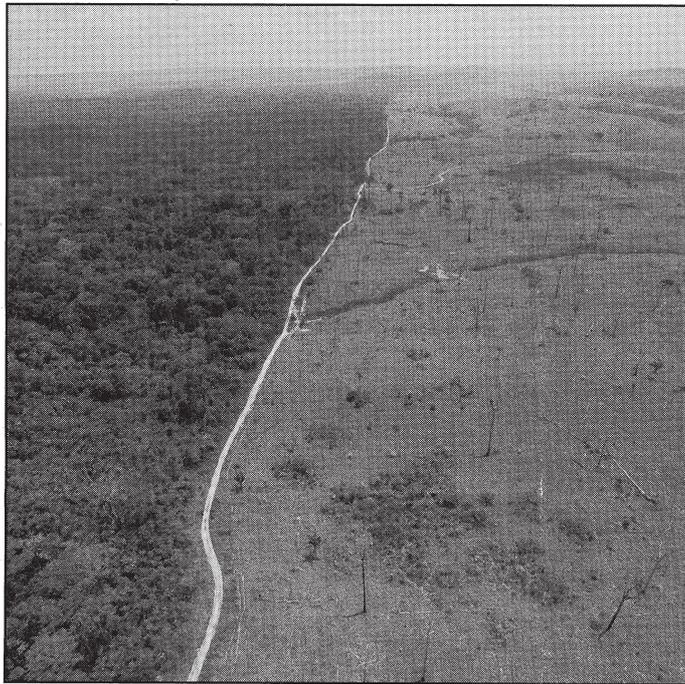
Au total, 53% de la surface de cette végétation est exploitée, dont moins 10% de manière durable, établit le second rapport de l'Organisation internationale pour les bois tropicaux (OIBT) présenté hier à Berne et soutenu par le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO).

Malgré tout, la préservation des parcs nationaux et des forêts protégées a été améliorée, conclut le document de plus de 400 pages en papier glacé. Les surfaces forestières certifiées sont elles passées de 10 à 17 millions d'hectares depuis 2005.

Autres progrès, selon l'OIBT, l'attribution et la gestion des concessions forestières sont plus transparentes et la gouvernance dans le secteur du bois est meilleure.

Cette interprétation est contestée par plusieurs ONG suisses. La part des forêts tropicales gérées dans le respect des populations indigènes est infime, a souligné le directeur de la Société pour les peuples menacés, Christoph Wiedmer.

Aussi bien le Fonds Bruno Manser que la conseillère nationale Maya Graf (Verts/BL) ont eux pointé du doigt l'enrichissement du chef du gouvernement de l'Etat de Sarawak, en Malaisie, et de sa famille grâce à la déforestation. A la suite d'une dénonciation du Fonds Bruno Manser, ce responsable politique, Taib Mahmud, fait l'objet d'une enquête de la



Déforestation dans l'Etat de Para, dans le nord du Brésil. La part des forêts tropicales gérées dans le respect des populations indigènes est infime, affirme les ONG. KEYSTONE

FINMA pour des fonds dans des banques suisses, a indiqué l'ONG.

La Suisse est l'un des principaux contributeurs de l'OIBT avec 800 000 à un million de francs annuels, et soutient précisément un projet au Sarawak. Elle doit donc insister pour que la lutte anticorruption et la défense des peuples indigènes soient mieux intégrées par l'organisation, estime M^{me} Graf. L'engagement pour des droits de concession transparents a été «clairement pris», lui a ré-

torqué le chef de la division Promotion du commerce au SECO, Hans-Peter Egler.

M^{me} Graf avait lancé un juin 2009 un postulat exigeant l'évaluation du rôle international de la Suisse en matière de protection des forêts. L'action du SECO, de la Direction du développement et de la coopération (DDC) et de l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) pourrait peut-être être mieux coordonnée, estime la parlementaire.

De son côté, Greenpeace accuse l'OIBT de traitement insuffisant de la question de la déforestation illégale. Alors que la demande d'huile de palme, de soja, de viande de bœuf ou de papier est la principale responsable de la destruction des forêts tropicales, l'organisation écologiste juge «d'autant plus douteux» que la Suisse dépense de l'argent pour son action liée à ces forêts, surtout dans le cadre de l'OIBT.

L'un des auteurs du rapport a rétorqué que les importations suisses de bois et de produits forestiers ne sont pas élevées. Et M. Egler souligne que les Suisses sont sensibles aux produits certifiés.

Pour le directeur exécutif de l'OIBT, Emmanuel Ze Meka, le financement constitue un vrai problème. Seuls 340 millions de dollars ont été versés en vingt-cinq ans à l'organisation qui s'occupe de 800 projets.

Un appel relayé par le ministre congolais de l'Environnement, José Endundo, dont le pays fait notamment partie du deuxième bloc de forêts tropicales au monde. La République démocratique du Congo (RDC) veut renforcer son armée contre les groupes armés qui provoquent la déforestation, adopter un «arsenal juridique» et réformer son administration, a-t-il dit.

Le rapport de l'OIBT a été établi sur la base des analyses d'une soixantaine de spécialistes dans les 33 pays principaux possédant une forêt tropicale, soit 1,4 milliard d'hectares en Afrique, Asie, Amérique latine, dans les Caraïbes et dans la zone Pacifique.

Le document a été publié à l'occasion du 25^e anniversaire de l'OIBT et de l'Année internationale de la forêt de l'ONU. ATS